

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Un combat toujours présent

Le 8 mars prochain, nous fêterons la Journée mondiale des femmes. Lancée par l'Internationale des femmes socialistes en 1910, cette célébration est désormais bien installée. Aujourd'hui, après des décennies de luttes du mouvement féministe, on croit souvent, à gauche, que ce combat est largement gagné. «Certes, il reste des discriminations salariales, une inégalité d'accès aux postes à responsabilité, une violence quotidienne, mais, entend-on, tout cela ce sont des éléments en voie de disparition». Le Progrès est censé tout balayer sur son chemin et amener à l'égalité parfaite des genres. Malheureusement, la réalité est bien différente. Et elle se rappelle constamment au souvenir de celles et ceux, à gauche, qui font un peu trop confiance au «Progrès» et pas assez au combat. Pas plus tard que le mois dernier, le milliardaire réactionnaire Berlusconi, en campagne pour regagner le pouvoir en Italie a ressorti la vieille antienne du «droit à la vie dès sa conception». Et il a suggéré l'instauration d'un «moratoire sur l'avortement» au niveau mondial. En Espagne, alors que le gouvernement progressiste de Zapatero tente de faire passer un projet de loi visant à renforcer la confidentialité pour les femmes ayant pratiqué un avortement, des centaines de milliers de manifestants anti-avortement ont défilé à Madrid en scandant des slogans haineux. En Italie comme en Espagne, la droite mène la bataille de manière éhontée contre ce droit essentiel afin de remporter des succès électoraux. Dans les deux pays, la force vive derrière cette campagne réactionnaire est l'Eglise catholique, qui poursuit sans vergogne son entreprise séculaire contre l'égalité et contre les droits des femmes. S'il est un domaine où une avancée n'est jamais totalement acquise, c'est bien celui du féminisme. C'est peut-être aussi celui où la différence entre la gauche et la droite est la plus essentielle.

Réd.



Les illustrations de ce dossier reprennent, pour la plupart, des couvertures de La Gueule ouverte, le journal mythique de l'écologie politique des années 1970. Jamais entendu parler? Une visite sur ce site s'impose: lgopje.free.fr/la_gueule_ouverte_lgopje.htm

DOSSIER: DÉCROISSANCE ET SOCIALISME

Décroissance et Socialisme

Changements climatiques, intensification du temps de travail, pollution industrielle, augmentation des inégalités, sur-production, exploitation, habitabilité. Ces différents mots, qui témoignent des difficultés de notre temps, ne sont pas souvent mis ensemble. Cela résulte du fait que trop souvent, une perspective globale est abandonnée au profit d'un traitement au «cas par cas» des problèmes. Il est certain qu'une telle manière de procéder renforce le statu quo. Plus que d'aménagement ou de réforme, parce que le capitalisme ne s'occupe que du «ici et maintenant», nous pensons qu'il est nécessaire de remettre en question le discours dominant et d'interroger un projet de transformation sociale.

Dans ce dossier sur la «décroissance», des questions essentielles sont posées: existe-t-il des liens entre capitalisme et crise écologique? Si tel est le cas, quels seraient les contours d'un projet éco-socialiste? Ainsi, il était temps de ralentir et de s'attarder joyeusement sur la décroissance afin de mieux comprendre les différents enjeux.

Réd.

Suite du dossier en pages 5 à 10

Construction
Les patrons
veulent la peau
des syndicats.

Page 4

Espagne
Un pays face à
ses blessures
passées et ses
luttres actuelles

Page 11

Fiscalité
Les finances
publiques: nerf
de la guerre

Page 12

Sarko impose son style

Nicolas Sarkozy a été élu sur la base d'un programme néo-libéral. Qu'il ait passé les premiers mois de son mandat à élaborer des politiques de défiscalisation et autres mesures anti-sociales n'est pas tellement surprenant. Ce qui est bien plus grave et qui n'était pas nécessairement prévisible, c'est la capacité inouïe qu'a la machine sarkozyenne à détourner les projecteurs des questions politiques brûlantes. Pire encore, Sarkozy parvient à faire oublier ses propres actions et déclarations, surtout lorsqu'elles sont scandaleuses.

Trois épisodes récents, passés à peu près inaperçus, sont des excellents exemples de l'extraordinaire capacité de nuisance du président. Le premier tourne autour de l'affaire de l'Arche de Zoé. Suite à l'apparition au grand jour du scandale, Sarkozy a tenu des propos aux accents post-colonialistes détestables: «ces personnes doivent être jugées en France; la justice tchadienne n'est pas à même d'assurer un procès équitable!», a-t-on entendu en substance (comprenez: le Tchad, c'est la jungle, seule la France incarne la vraie civilisation, et les ressortissant-e-s français-es ont droit à un traitement digne de leur rang).

Que la justice tchadienne ne soit pas celle qui offre les meilleures garanties n'est pas ici la question. La diplomatie française, par la voix de son président, n'a pas à s'exprimer ainsi, un point c'est tout! Et nous connaissons maintenant le fin mot de l'histoire: en soutenant tout récemment le régime du président en place (arrivé au pouvoir par les armes dans les années 1990, rappelons-le) dans sa lutte contre les

rebelles, la France a obtenu en échange la grâce des responsables de l'affaire de l'Arche de Zoé.

Le second épisode est d'un autre ordre. Il s'agit de la déclaration du président, a priori anodine, que la suppression de la publicité sur les chaînes publiques de télévision française était une éventualité envisagée par le gouvernement. Résultat: montée en flèche de l'action de TF1. Lorsqu'on connaît les relations plus qu'amicales entre les huiles de TF1 et le président, on est en droit de se demander sincèrement si le président n'a pas simplement voulu faire un «petit cadeau» à ses amis...

Enfin, last but not least, Sarkozy vient de nous faire un festival anti-démocratique avec son traité européen «simplifié», qu'il s'est contenté de soumettre à son parlement, alors que le peuple avait glissé un non clair dans les urnes il n'y a pas si longtemps.

Plus préoccupés par les frasques de sa Bruni de femme, les médias semblent dans leur majorité incapables de déceler les grossières et malhonnêtes manœuvres du président. Le fait que Sarkozy perde des points dans les sondages de popularité n'est d'ailleurs pas nécessairement de bon augure. Plutôt que de se concentrer sur les actions gouvernementales de Matignon, la presse palabre sur le pourquoi de cette baisse de popularité. La belle affaire! Pendant ce temps, Sarko continue à faire des dégâts dans son coin, hors du regard de toutes et tous.

Raphaël Mahaim

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr.49.-
Abonnement de soutien: Fr.130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chô-m-euse-ur-s): Fr.29.-
CCP 17-795703-3

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Nicolas Gachoud (NG), Mathieu Gasparini (MG), André Mach (AM), Raphaël Mahaim (RM), Cyril Mizrahi (CM), Philippe Mivelaz (PhMi), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meilland, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philipp Müller, Marc Olivetta, Christian Vullioud.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

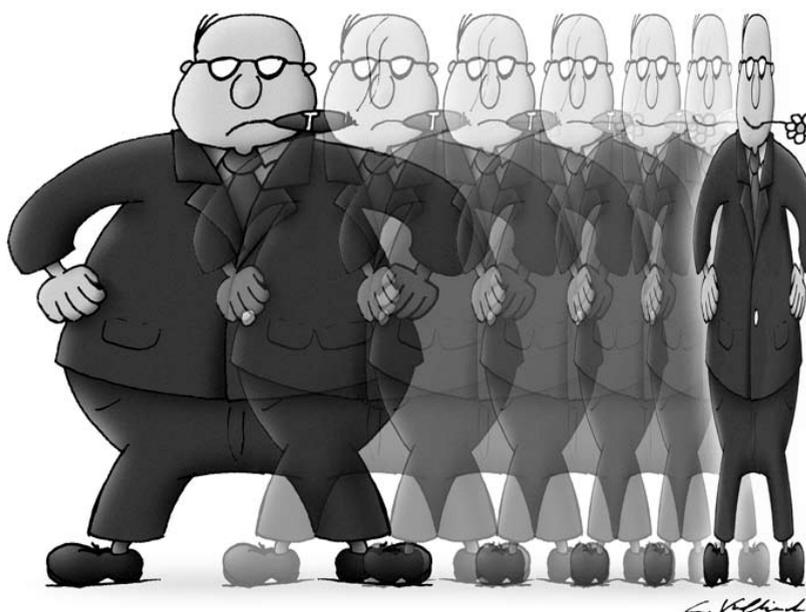
Julien Wicki, Lausanne

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Un combat toujours présent
- 2 Sarko impose son style
- 3 PSS: relancer une dynamique gagnante
- 4 Démolition dans la construction
- 5 à 10 Dossier: *Décroissance et Socialisme*
- 11 Espagne: entre blessures du passé et élections à venir
- 12 Les finances publiques: nerf de la guerre
- 13 GE: Gestion des établissements publics: Quand la gauche essaie...
- 14 Chroniques culturelles
- 15 L'alimentation en proie au marché
- 16 La dernière – Agenda



PSS: relancer une dynamique gagnante

Au congrès de Bâle du mois de mars, la principale force politique de gauche doit tirer les leçons de ses échecs, renforcer le parti et ses forces militantes, ainsi que dépasser une logique médiatique inefficace. Le positionnement du président désigné semble aller dans ce sens.

La non-réélection de Blocher au Conseil fédéral a contribué à relativiser la défaite du parti socialiste aux élections fédérales d'octobre 2007. Il est néanmoins indispensable de revenir sur les causes de cet échec, de tracer des perspectives programmatiques pour l'avenir et de se poser des questions quant aux moyens adéquats pour faire progresser le PSS.

UN PARTI SOCIALISTE?

En analysant de plus près les résultats électoraux cantonaux, une ligne de force principale se dégage: les socialistes ont progressé dans les cantons où ils ont défendu une ligne de gauche, populaire, centrée sur la justice sociale et les questions économiques. Dans ces cantons, le parti n'a guère perdu d'électeurs/trices au profit des Verts. Résultat: c'est l'ensemble de la gauche qui a pu progresser. Dans les cantons où le PS a connu des avancées, ce sont des listes qui ont été mises en avant et non des campagnes de promotion individuelle. Au-delà de cette réalité, force est de constater que le premier parti des classes populaires reste celui de l'abstention. Près de 50% des citoyen-ne-s ne votent pas, surtout parmi les couches sociales les moins bien loties. Enfin, parmi les ménages les plus pauvres, l'UDC se retrouve devant le PS.

Pour amener les abstentionnistes à voter et pour regagner du terrain parmi la partie des couches populaires qui s'est tournée vers l'UDC, le PS doit faire preuve d'un engagement sans faille du côté des salarié-e-s. Or, quand un conseiller fédéral socialiste est le fer de lance de la libéralisation de la Poste, quand une conseillère fédérale socialiste défend le secret bancaire, quand certain-e-s conseillers/ères d'Etat socialistes sont les meilleurs garants de l'or-

thodoxie budgétaire, quand une partie des dirigeant-e-s socialistes se plaint dans le social-libéralisme, l'abstention d'un nombre important de celles et de ceux que les socialistes sont appelés à défendre commence à s'expliquer.

Face à ce double constat de stabilité électorale, voire de progression dans les cantons restés sur une ligne socialiste traditionnelle – Jura, Fribourg, Vaud – et de fortes régressions notamment dans les cantons alémaniques avec une partie de candidat-e-s défendant ouvertement une ligne sociale-libérale, le PSS doit assumer son rôle moteur sur le plan de la ligne politique et de coordinateur quant à l'action militante du parti.

DÉFENDRE LE TRAVAIL...

Depuis ses origines, le Parti socialiste s'est battu pour des conditions de travail décentes et le travail se trouve toujours au cœur des préoccupations de la majorité salariée de la population. De cet axe fort découlent toute une série de revendications programmatiques centrales. Tout d'abord, la garantie d'un emploi pour chacun-e, des conditions de travail et des salaires décents et égaux entre les sexes. Ensuite, la défense d'assurances sociales couvrant tous les salarié-e-s contre les risques de la vie notamment la perte de l'emploi.

Défendre le travail, c'est aussi vouloir une fiscalité plus juste pour les bas et moyens revenus et imposer le capital et les revenus du capital. Il convient également d'insister sur le lien entre écologie et travail. La transformation écologique de l'économie et leurs alliés est créatrice de centaines de milliers

d'emplois de qualité. Enfin, la défense du travail est intimement liée à une politique économique moderne coordonnée et alimentée par un Etat actif qui fait des services publics un instrument central

...Depuis ses origines, le PS s'est battu pour des conditions de travail décentes...

du développement économique. Le PSS doit se trouver sans faille du côté des syndicats et au cœur des mouvements sociaux démocratiques.

...ET LES DROITS FONDAMENTAUX

Qui dit défense du travail dit également défense des droits fondamentaux des salarié-e-s venus d'ailleurs. Leurs droits politiques tout d'abord: car en écartant systématiquement un nombre important de la population active des choix d'avenir du pays, l'élite bourgeoise a su asseoir son emprise sur le système politique helvétique. Les droits des migrant-e-s ensuite, que ce soit par le biais d'une législation non-discriminatoire concernant l'accès au marché du travail associée à de

solides mécanismes de contrôle des conditions salariales en Suisse, par la régularisation collective des centaines de milliers de sans-papiers qui vivent parmi nous ou grâce à une politique d'asile digne de ce nom.

UNE CAMPAGNE PERMANENTE

En ce qui concerne l'organisation du PSS, voici quelques pistes. Il s'agit tout d'abord de renforcer sa capacité d'action de terrain notamment par le biais de la création d'un réseau de militant-e-s sur le plan national chargé du travail de campagne et de l'élargissement de la base militante en particulier dans le monde du travail. Il s'agit ensuite d'établir une véritable formation (historique, économique, etc.) pour tou-te-s les élu-e-s, militant-e-s et membres du parti. Enfin, la communication du parti doit redevenir un instrument à travers lequel la ligne politique fondamentale et sa stratégie globale sont diffusées. Les débats du congrès du 1er mars et l'action de Christian Levrat pendant les premiers mois de sa présidence montreront si les socialistes reprennent le chemin de la victoire.

Romain Felli et Philipp Müller

COUCHEPIN VICTIME D'UN LAPSUS



Démolition dans la construction

Le 19 décembre, à l'aube, les délégations syndicale et patronale arrivaient enfin à trouver un accord dans le conflit qui anime le secteur de la construction depuis le mois de mai 2007. Soulagement de courte durée, puisque la Société suisse des entrepreneurs a finalement rejeté cet accord. Et maintenant?

Décidément, l'arrogance de la Société suisse des entrepreneurs (SSE) a de quoi laisser paniquer! Non contente d'avoir résilié unilatéralement la convention nationale du bâtiment en mai 2007, d'avoir rompu les négociations à maintes reprises, ainsi que la procédure de médiation politique qu'elle avait elle-même invoquée, la faïtière patronale a refusé lors de son assemblée des délégué-e-s du 24 janvier dernier l'accord trouvé avec les syndicats, au terme de plusieurs mois d'une négociation exténuante et d'une violence sans précédent.

D'ACCORD, PAS D'ACCORD?

Pourtant, l'accord avait recueilli les faveurs des deux camps, dont les positions n'avaient fait que se radicaliser depuis le début du conflit. Dans ces conditions, sous l'égide du médiateur Jean-Luc Nordmann, la procédure de médiation oscillait entre scepticisme et espoir et faisait office de dernière chance pour les parties. Pour rappel, les principaux points litigieux avaient été résolus, soit un aménagement du calendrier de travail sur les chantiers, et les augmentations salariales. Qui en sortait gagnant? Sincèrement, aujourd'hui, cette question de fond semble secondaire... Ce qui choque, en effet, c'est que les patrons ont failli à l'engagement auquel ils devaient se tenir, par signature, au même titre que les syndicats: faire la promotion auprès de leur base d'un accord obtenu de haute lutte et, encore une fois, jugé satisfaisant par les parties. Et de l'accord dans sa totalité: ou tout ou rien, impossible de revoir l'un ou l'autre des points séparément du «paquet» global. Or, le 24 janvier, ce n'est pas ce qu'il s'est passé. Werner Messmer, le directeur de la SSE, n'a pas hésité à bafouer les règles de base de ce qu'on nomme (ou nommait en l'occurrence) le partenariat social. L'assemblée des délégué-e-s de la SSE refuse certains points de l'accord et demande de nouvelles négociations! «Exclu!», clament à juste titre les syndicats.

DÉTRUIRE LES SYNDICATS

La volonté de la SSE apparaît alors clairement: la dénonciation de la CN et les revendications patronales en matière de flexibilité n'étaient pas l'objectif ultime du patronat. Ce qu'ils veulent, c'est la destruction des syndicats, les user jusqu'à la moëlle pour les bouter hors de leur chemin. C'est un jour nouveau qui s'annonce pour le partenariat social; l'équilibre déjà fragile que garantissent les CCT est rompu et balance inexorablement en faveur du patronat, dont le déni du droit à des conditions de travail décentes, à des salaires minimaux garantis et à des conditions sociales un tant soit peu favorables ne peut qu'engendrer colère et indignation!

QUELLES PERSPECTIVES?

Le 26 janvier, les syndicats réunissaient leurs délégué-e-s pour leur soumettre l'accord. Les

maçons ont eux acceptés le texte dans son ensemble, et ont ainsi posé un ultimatum au patronat: la SSE a jusqu'au 29 février pour accepter encore une fois l'accord. Toute renégociation est exclue, et Jean-Luc Nordmann a d'ores et déjà annoncé qu'il ne rempilerait pas. Sans retour en arrière du directeur de la SSE, les grèves reprendront dès le mois de mars aux quatre coins du pays, selon un plan d'actions validé par le parlement des maçons le 26 janvier également. Cette fois, le conflit connaîtra un durcissement progressif et passera par des journées de grève nationales.

Il est également temps que les acteurs politiques prennent leurs responsabilités dans ce conflit et fassent cesser la folie de la SSE. «Sans conventions, pas de libre-circulation» n'est pas un slogan publicitaire quelconque! Une promesse fut faite au peuple en 2003, lorsque

les syndicats apportèrent leur soutien aux Accords bilatéraux, soit le respect des CCT couplé à des mesures d'accompagnement efficaces. Or, ces promesses ont été bafouées! Le référendum contre les Bilatérales devra être lancé si aucune issue n'est trouvée. Et là, il est difficile de lire le jeu de la SSE: est-elle noyautée par l'UDC? Ou s'agit-il d'une stratégie visant à créer des luttes intestines aux syndicats? Faire campagne aux côtés de l'UDC, contre des accords qui représentent une manne pour, par exemple, l'industrie d'exportation helvétique, autre secteur-clé des syndicats... Voilà qui pourrait déclencher des débats internes sulfureux! Avec, au milieu de cet imbroglio politico-économique, des dizaines de milliers de travailleur/euse-s, qui continuent de manier la truelle pour construire un avenir incertain.

Maurizio Colella

Soubresaut syndical aux USA

Le taux de syndicalisation aux Etats-Unis s'effrite de manière continue depuis un quart de siècle. Entre 1983 et 2007, il est passé, tous secteurs confondus, de 20.1 à 12.1%. C'est-à-dire que depuis que des statistiques nationales existent (1983), celles-ci n'ont servi qu'à mesurer le lent affaiblissement des syndicats. Mais, pour 2007, émoi au Bureau of labour statistics'... La courbe s'est, pour la première fois, inversée et le taux de syndicalisation est reparti à la hausse. Certes, celle-ci n'est pas fulgurante, un soubresaut tout au plus: 300'000 nouveaux syndiqué-e-s représentant une hausse... de 0.1%.

Ce micro-événement au niveau national cache des disparités importantes au niveau régional. Les meilleurs élèves sont les Etats du nord-est, où le taux de syndicalisation est passé de 18.4% en 2006 à 18.7% en 2007. Les mauvais élèves sont les Etats du sud, où ce taux stagne à 5.9%, moins de la moitié du niveau national. Le Midwest (Illinois, Michigan, Wisconsin) a toujours connu un taux assez bon, mais qui s'est effrité pour se faire dépasser, c'est une première, par les Etats de l'ouest. Ceux-ci sont tirés par la Californie où l'adhésion de 200'000 nouvel-

les personnes a constitué une agréable surprise. Comme en Grande-Bretagne (voir PdG n°62), l'augmentation repose avant tout sur les femmes. Quant aux secteurs concernés, ils suivent, voire accentuent, la courbe générale du nombre d'employés dans la branche. C'est ainsi que le taux de syndicalisation dans la construction a progressé alors que le déclin de l'emploi industriel s'accompagne par un déclin accéléré de la syndicalisation dans ce secteur. Cette «hausse» du taux de syndicalisation n'est pas une victoire mais c'est un signe encourageant qui, au crépuscule du règne de Bush II, redonnera du courage à la société civile étasunienne dans sa lutte contre la politique néolibérale de celui-ci.

JW

POUR EN SAVOIR PLUS

WWW.CEPR.NET

Le Center for Economic and Policy Research fait un travail quotidien d'analyse et de vulgarisation des grands enjeux, économiques notamment, de nos sociétés.

DOSSIER: DÉCROISSANCE ET SOCIALISME

Décroissance ou Barbarie... ou Eco-socialisme?

Le capitalisme est le système économique dominant à l'échelle de la planète. Il n'existe pas actuellement de système concurrent qui pourrait le freiner. Son extension a des conséquences désastreuses sur les humains et sur la nature. La plupart des êtres humains sont des travailleur/se-s soumis, à un rapport salarial qui est un rapport d'aliénation (absence de contrôle sur son travail) et d'exploitation. Le capitalisme

...L'extension du capitalisme a des conséquences désastreuses sur les humains et sur la nature...

repose sur une base «fossile» (économie liée au pétrole) qui explique la destruction de la nature. La croissance économique est ainsi limitée par l'épuisement grandissant des ressources naturelles et par une pollution croissante de la biosphère, dont un des aspects les plus dramatiques est le réchauffement climatique. A la crise sociale, s'ajoute donc une crise environnementale, qui a pris des dimensions désormais globales.

DEUX IMPASSES

Face à cette crise, la gauche s'en est souvent tenue à une fausse alternative : la décroissance autoritaire, ou le «réformisme de croissance». La première vise à soumettre l'économie à une direction centralisée qui viserait résoudre les problèmes environnementaux par une frugalité imposée. Cette

option est radicalement anti-démocratique et anti-sociale. La simple décroissance du produit intérieur brut (PIB) imposée par en haut, ainsi que la restriction autoritaire de la consommation, ne sauraient constituer un projet socialiste.

A l'inverse, depuis les «trente glorieuses», la gauche de gouvernement s'en est tenue à un projet politico-économique que l'on peut qualifier de «réformisme de croissance» (cf. p.6). Ce projet politique concentre la bataille sur la répartition de la richesse supplémentaire créée, sans se battre sur l'organisation même de la production. Cette option est fondamentalement défensive (et en tant que telle, elle doit être soutenue en basse conjoncture) mais elle ne peut pas constituer un projet politique de transformation radicale.

UNE TRANSFORMATION RADICALE

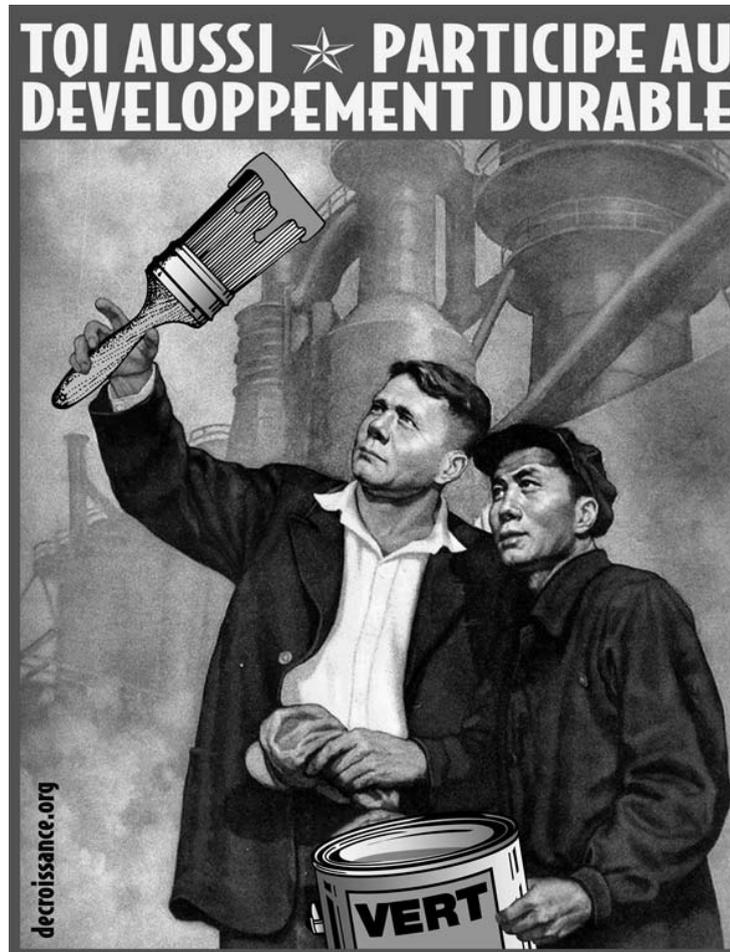
Il est donc important de réfléchir à un projet de société différent, qui ne confondrait plus croissance et développement. Les partisans de la «décroissance» proposent de réduire drastiquement notre production et notre consommation. Il est essentiel de critiquer avec eux la recherche de la croissance pour la croissance. Le projet qu'ils esquissent, basé sur une libération du travail et une critique des besoins imposés par la société de consommation, converge avec un projet de transformation radicale de la

société. Mais, s'en tenir à une critique de la croissance ne suffit pas, et peut même se révéler contre-productif. Il faut opérer une double critique. Premièrement, il s'agit de montrer que la croissance infinie, et ses conséquences sur l'environnement, sont le résultat nécessaire d'un système fondé sur la propriété privée, l'accroissement de la valeur et du profit: le capitalisme. Deuxièmement, il est urgent de montrer qu'il peut exister une base sociale prête à se battre pour transformer ce système. Constituée de toutes celles et ceux qui subissent les conséquences de ce système économique dans leur travail,

dans leurs vies (loisirs, consommation) et dans leurs corps (santé,...).

Ce dossier propose des éléments de réflexion sur un projet de transformation sociale, s'articulant autour de notions comme la libération du temps de travail, réappropriation de la production, autonomie, richesse sociale, habitabilité. Cet «éco-socialisme» permet de sortir d'une logique de propriété réduisant tout à la valeur économique, et ouvre ainsi le champ des pensables et des possibles.

*Romain Felli et
Mathieu Gasparini*



Ecologie et socialisme

Brève histoire de la critique socialiste de la croissance capitaliste.

6

Mieux produire pour consommer moins

La production est trop souvent éclipsée par la consommation.

7

Interview de Jacques Grinevald

«Il est important de remettre en cause le mythe de la puissance!»

8-9

Gauche suisse et (dé)croissance

Les partis de gauche suisses ont de la peine à penser autrement la croissance.

9

Programme éco-socialiste alternatif

Il est urgent de dépasser le simple constat et d'imaginer des solutions!

10

DOSSIER: DÉCROISSANCE ET SOCIALISME

Le socialisme sera écologique ou ne sera pas...

Le socialisme n'est pas nécessairement un système industriel productiviste. Quelques rappels sur les liens entre écologie et socialisme.

Paul Lafargue est un socialiste français, gendre de Karl Marx, qui écrit en 1880 «Le droit à la paresse» dans lequel il tournait en ridicule la morale bourgeoise qui évoquait sans cesse la nécessité du travail... pour les ouvriers. Il proposait que le prolétaire «se contraigne à ne travailler que trois heures par jour, à fainéanter et bombancer le reste de la journée et de la nuit»! Si ce texte peut prêter à rire aujourd'hui, l'objectif des socialistes révolutionnaires du XIXème siècle était clair: libérer les travailleur/se-s de la contrainte, les émanciper du travail, afin d'arriver à une société authentiquement humaine, au-delà de l'exploitation capitaliste.

CONTESTATIONS

Après la deuxième guerre mondiale, il se met en place, dans les pays occidentaux un «compromis keynésien» à la base du «réformisme de croissance» (cf. encadré). Dans ce contexte, au tournant des années 1970 se cristallise une double révolte: d'un côté, contre la structuration

hiérarchique des rapports de travail; c'est l'affirmation de l'auto-gestion, de la participation, de la volonté de démocratiser les rapports de production. De l'autre côté, la spirale infernale production-consommation est, elle aussi, remise en cause, à la fois comme un élément participant de l'aliénation (Herbert Marcuse dénonçait les «faux besoins» produit par la société industrielle, dont la satisfaction justifie l'enchaînement au travail), et pour son atteinte de plus en plus visible à l'environnement (pollution, destruction de la nature, du cadre de vie, de la santé, etc).

Cette double critique naît au sein des «nouveaux» mouvements sociaux (luttés urbaines, écologistes etc.), des partis de gauche, des syndicats, et chez des théoriciens pour la plupart marxistes. C'est elle qu'une partie des écologistes contemporains s'approprie désormais sous le terme de «décroissance» (auquel nous préférons «convivialité» emprunté à Ivan Illich). Toutefois, plutôt que de mettre au cœur la critique de

l'exploitation du travail, la décroissance met en avant l'exploitation de la nature (et les limites «physiques» de l'expansion capitaliste).

UNE CRITIQUE INACHEVÉE

Le terme même de «décroissance» porte à confusion: il ne s'agit pas de faire décroître le PIB dans une société restée inchangée, ce qui se ferait au détriment des travailleur/se-s. La construction d'une société «conviviale» suppose en fait la gestion responsable de l'environnement et de la biosphère, la sortie de la logique du profit et de la valeur, et la démocratisation de l'économie. Dans ce projet, on retrouve la vieille aspiration socia-

liste à l'émancipation du travail et des besoins. Il n'y a pas en définitive d'opposition entre satisfaction des besoins réels et convivialité, ni entre écologie et socialisme.

Romain Felli



RÉFORMISME DE CROISSANCE?

Au cours des «trente glorieuses» (1945-1975), la social-démocratie a accepté le «compromis keynésien» qui a donné lieu à la mise en oeuvre d'une politique que l'on peut qualifier de «réformisme de croissance». La classe ouvrière modère ses demandes révolutionnaires, en échange de quoi le patronat concède une participation plus importante à la gestion et aux bénéfices. Une période de forte croissance économique s'ensuit durant laquelle les «fruits de la croissance» sont partagés. L'accroissement de la richesse matérielle conduit à une augmentation massive de la consommation. L'exploitation de la nature connaît un essor formidable. Le capitalisme reste un système d'exploitation, mais celui-ci utilise les séductions de la consommation effrénée

pour justifier son existence. L'accroissement de la production se détache de la satisfaction des besoins humains.

Là où un rapport de force important existe, le réformisme de croissance se justifie comme situation transitoire: en attendant de renverser le système économique, on se contente de grappiller le plus possible en faveur du travail. Néanmoins, dès que la crise (qu'elle soit économique, sociale ou écologique) éclate, ce compromis montre ses limites. Le réformisme de croissance – comme le développement durable (cf. encadré p.9) – ne fournit pas de solution, qui maintienne la possibilité d'un dépassement du système économique qui a provoqué la crise.

SOCIALISME ET PRODUCTIVISME AUTORITAIRE

Les critiques de la société industrielle de consommation ont souvent reproché à la gauche socialiste de n'être pas meilleure que le capitalisme en terme d'exploitation du travail humain et de la nature. Cette critique trouve son origine dans l'identification du socialisme avec le modèle autoritaire productiviste de type stalinien (URSS) ou maoïste (Chine). Cette industrialisation à marche forcée, décidée par un centre omnipotent et sans démocratie économique (ni auto-ges-

tion ouvrière ni contrôle par les consommateurs) n'est évidemment pas meilleure que le capitalisme étatique ou débridé.

A l'inverse, le socialisme que nous défendons, doit s'orienter sur la satisfaction des besoins véritablement humains (logement, subsistance, loisirs, ...) et doit impliquer la participation constante des travailleur/se-s et des citoyen-ne-s dans l'orientation de la production et dans son organisation.

RF

RF

DOSSIER: DÉCROISSANCE ET SOCIALISME

Mieux produire pour consommer moins

La production de biens et de services est trop souvent éclipsée par la consommation. Les enjeux sociaux et écologiques contemporains nécessitent pourtant de concilier ces deux aspects.

«Mais tu ne souhaites quand même pas retourner à l'âge de pierre!» Cette réplique accusatrice résonne souvent comme l'argument ultime à celui ou à celle qui, lors d'une discussion, aura évoqué la crise écologique ou la «décroissance» matérielle. Bien que cette comparaison renvoie à une vision folklorique de la nature et de l'écologie, elle a néanmoins un mérite, celui de nous pousser à nous interroger sur la relation entre production et consommation. Toutefois, avant d'aller plus loin, il n'est pas inutile de rappeler que le fameux anthropologue Marshall Sahlins avait publié en 1976 une étude sur les sociétés primitives (*Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*) qui rompaient avec les préjugés. Il y démontrait que les sociétés primitives de l'âge de pierre vivaient, d'un strict point de vue économique, dans l'abondance, car elles jouissaient de beaucoup de temps libre. La limitation de leurs besoins restreignait ainsi la nécessité de la production.

Marshall Sahlins rappelait donc un aspect connu, bien qu'un peu oublié dans les discours néolibéraux actuels: le fait que la production ne constitue pas un aspect secondaire de tout système économique. Le néo-libéralisme fait plus que l'impasse sur cette question et ne traite principalement que de la consommation. Un exemple récent de cet «oubli de la production» est l'incantation à consommer plus par la grâce d'un «pouvoir d'achat» augmenté. Le débat est ainsi réduit à la question de la consommation ou plutôt à la seule capacité de consommer.

TOUT N'EST PAS MARCHANDISE

De plus, l'accent mis sur la consommation masque les conditions (sociales et écologiques) souvent difficiles

...*Consommer moins devrait être une étape transitoire vers produire moins et mieux...*

dans lesquelles les biens ou les services sont produits. D'autre part, la vue à travers la loupe de la consommation renforce le sentiment que tout est marchandise, que tout est un bien. Or tel n'est pas le cas: l'eau, par exemple, n'est pas un bien, mais fait partie de cycles naturels (ou «bio-géochimiques») qui rendent possible l'habitabilité de la terre. Ainsi, un discours uniquement basé sur la consommation s'intègre très bien dans la logique capitaliste. Replacer au centre de la réflexion la production permet donc de renverser la perspective et offre l'opportu-

rité de sortir des discours moralisateurs ou basés sur une «éthique» qui sont souvent injustement culpabilisants.

Très concrètement, de nombreuses initiatives s'inscrivent dans cette démarche. Ces initiatives, qui relèvent donc de la logique de «produire moins et mieux», rencontrent d'ailleurs souvent beaucoup de succès. Prenons seulement l'exemple de l'agriculture dite de «proximité»; dans toutes les régions suisses, des réseaux de production formalisés (tels les Jardins de Cocagne genevois, ou les Jardins du Flon vaudois) ou des systèmes moins formels (entente avec l'agriculteur-trice) existent. Ces systèmes décentralisés à la logistique légère et efficace et à la convivialité certaine sont en pleine expansion. En relocalisant la production, en créant du

lien social, ces systèmes posent à leur manière la question de la production.

Ces heureuses initiatives nous indiquent qu'il n'est peut-être point besoin d'enfourmer le CO₂, de fertiliser les océans ou de «mettre en service» des plantations géantes pour ralentir l'activité industrielle de l'espèce humaine. Ces «méga-technoprojets» ne permettent en rien de repenser les modes et rapports de production. En quelque sorte, l'étape du «consommer moins» est une étape qui se devrait transitoire vers le «produire moins et mieux».

Mathieu Gasparini

Et le développement durable?

Le développement durable est une idéologie politique, qui a connu sa consécration avec la publication du rapport «Brundtland» en 1980 et la Conférence internationale de Rio dite du «Sommet de la Terre» en 1992. Le rapport Brundtland le définit comme «un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs».

Soumis à la fois à des pressions réelles des populations qui subissent la dégradation environnementale, et à des limites de plus en plus importantes (raréfaction de ressources, manque d'espace, dégradation du travail etc.), le Capital est en train d'opérer une «modernisation écologique» qui vise à assurer à moyen terme les conditions de sa reproduction, sans pour autant toucher ni à la logique du profit, ni à la logique industrielle. Cette modernisation écologique a le soutien du «réformisme de croissance», sous le nom de «développement durable». Car la gauche n'a pas pleinement saisi l'«opportunité» de la crise écologique pour remettre en cause le système capitaliste-industriel. Dans cette perspective, le «développement durable» apparaît comme un triste renoncement.



DOSSIER: DÉCROISSANCE ET SOCIALISME

«Il faut remettre en cause le mythe de la puissance!»

Lors de cet entretien, réalisé le 28 janvier 2008 à l'IUHEID de Genève, Jacques Grinevald nous parle de son dernier livre, interroge le «mythe de la puissance» et compare la «décroissance» à une décélération de l'activité industrielle.

Dans votre livre, afin de rendre compte de la singularité de notre période, vous introduisez le terme d'anthropocène...

Nous avons tous appris à l'école que nous étions depuis à peu près 10'000 ans, ce qui correspond d'ailleurs en gros à l'essor des civilisations du néolithique, dans l'holocène. Toutefois, on s'aperçoit que depuis 200 ans et surtout depuis à peine 50 ans, on sort de l'holocène. On sort des petites variations. À l'échelle de la planète depuis peu de temps, manifestement, on rentre dans quelque chose de tout-à-fait nouveau. Un des arguments majeurs de cette nouveauté, c'est le niveau exceptionnellement élevé de la concentration du gaz carbonique dans l'atmosphère.

On ne se rend pas compte que notre activité industrielle, notre consommation d'énergie fossile, ce carbone qu'on tire du sous-sol – de la lithosphère – nous le brûlons dans des moteurs thermiques et nous envoyons le gaz carbonique dans l'atmosphère en quantité gigantesque. Nous sommes une sorte de «super-volcan». L'anthropocène est un concept géologique pour introduire l'idée qu'actuellement l'activité humaine est la plus puissante force de transformation de la terre.

Vous revenez sur la fin de l'énergie fossile et les changements climatiques, mais est-ce qu'on ne pourrait pas les dépasser par un recours aux nouvelles technologies?

Il y a beaucoup de techniques, mais il y en a relativement peu qu'on peut mettre dans la catégorie des moteurs qui fournissent l'énergie nécessaire pour fabriquer les technologies. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est donc qu'en amont des technologies, il faut nécessairement une source d'énergie. Si nous avons connu un tel progrès technique depuis deux siècles, c'est grâce à l'exploitation du charbon et du pétrole - j'ai introduit d'ailleurs la notion de civilisation thermo-industrielle pour être au clair sur la source d'énergie de cette civilisation qui a connu une croissance économique extraordinaire et une croissance technologique proprement fabuleuse. Il ne faut jamais oublier que quelques techniques seulement fournis-

sent de l'énergie, toutes les autres sont consommatrices d'énergie. Nous avons ici des ordinateurs, ça ne produit pas de l'énergie, ça en consomme.

Si on regarde la question énergétique d'une manière globale, on s'aperçoit qu'on n'est pas sorti de cette révolution thermo-industrielle, qui a commencé grosso modo au milieu du 19ème siècle et qui est également le commencement de l'anthropocène.

Je crois que c'est une

illusion, à l'heure actuelle, de croire que ce qu'on appelle les énergies renouvelables pourraient dans les dix ou vingt ans se substituer totalement à cette énorme quantité d'énergie que nous tirons du pétrole, du gaz naturel et du charbon. Je crois qu'il faut faire très attention à ne pas retomber dans le même type d'illusion qu'on a eue par rapport au nucléaire à la fin des années 50. La question énergétique, je dirais, n'a pas été résolue.

Peut-être qu'une voie de sortie serait la «décroissance»? Vous insistez d'ailleurs sur le caractère nécessairement physique de celle-ci...

Quand on parle de la croissance, le problème est qu'il y a un malentendu immédiat, parce que lorsque les médias nous parlent de la croissance, ils nous parlent fondamentalement du taux de croissance du PIB; ils nous parlent d'une évaluation monétaire des dépenses et non pas de la production. On cache le fait qu'en termes absolus, notre ponction matérielle sur la terre est toujours en augmentation.

Suite de l'interview en p. 9

A LIRE

Jacques Grinevald, chercheur transdisciplinaire, Professeur à l'IUHEID de Genève, auteur de nombreuses publications sur l'histoire des sciences et de l'écologie globale, vient de publier un «livre-outil» qui donne à penser et invite à comprendre, par nos propres moyens, la singularité de «notre» période. Cette publication, intitulée «La Biosphère de l'Anthropocène. Climat et pétrole, la double menace» était forte attendue. Prenant le parti d'une approche globale, Jacques Grinevald nous éclaire aussi bien sur la singularité de «notre trajectoire» civilisationnelle que sur la nécessaire remise en cause de notre vision mécaniste de la vie, et nous pousse ainsi à repenser notre relation avec et dans la biosphère.

Le livre est composé de deux parties. La première est une courte introduction assez personnelle, dans laquelle Jacques Grinevald nous expli-

que le cheminement de ce livre et rappelle l'importance des changements actuels. Il y esquisse notamment les origines du terme d'anthropocène, cette nouvelle ère géologique qui rend compte de la nouvelle capacité de l'homme à transformer la biosphère. La deuxième partie, objet central du livre, est réellement un dossier pédagogique, constitué de «repères bibliographiques transdisciplinaires» et organisé de manière chronologique (1824-2007). Presque 200 ans de productions scientifiques sont ainsi commentés! A l'opposé du radotage, ces commentaires savants renvoient souvent à d'autres références ou événements, renouant ainsi les fils de la vie des idées.

MG

Jacques Grinevald, La Biosphère de l'Anthropocène. Climat et pétrole, la double menace, Editions Georg, 2007.



DOSSIER: DÉCROISSANCE ET SOCIALISME



Donc je pense que ces problèmes de croissance économique, qui sont liés à la notion de mode de production – et c'est cela la notion de développement, c'est la manière dont on produit – tandis que la notion de croissance, c'est simplement produire plus ou gagner plus. Il ne faut pas confondre les notions de croissance – une notion quantitative – et de développement qui est d'avantage qualitative. C'est pourquoi on peut très bien imaginer un développement qui irait dans le sens d'une décroissance de la mobilité, décroissance des flux d'énergie et de matière nécessaires pour cette mobilité.

Quels seraient donc les contours d'un programme politique de la décroissance?

Pour moi, dans un premier temps, il faut expliquer aux gens que dans les cinquante prochaines années, il y a des limites qui vont nous être imposées par le fait que la Terre est ronde, donc l'espace limité et les quantités de combustibles fossiles que nous pouvons brûler en quantité limitée également. On ferait bien de diminuer l'utilisation du pétrole et du charbon. Pourquoi? Parce qu'une des conséquences très grave de la combustion de ce carbone,

c'est d'envoyer trop de CO₂ dans l'atmosphère. Ne diabolisons pas le CO₂; ce n'est pas un polluant; il fait partie du cycle de la nature vivante de la biosphère. Le problème est que nous avons dépassé les limites de cette nature. Il y a un consensus scientifique très fort qui nous montre que nous sommes actuellement dans l'excès. Nous n'avons pas respecté, pour employer une image, les limitations de vitesse sur le circuit de la biosphère. Celle-ci peut être symbolisée par un cercle avec des cycles: nous avons une économie qui n'est pas cyclique, mais linéaire, parce qu'en utilisant massivement le charbon, le pétrole et le gaz naturel, nous puisons dans des stocks qui sont finis, qui s'épuisent au fur et à mesure qu'on pompe. Cela aura des conséquences très graves, notamment sur la stabilité du système climatique.

En quelque sorte, ce thème de la décroissance est d'abord celui de la «décélération». L'accélération ne peut continuer indéfiniment dans un espace clos. Cette diminution de la vitesse est une «désescalade», une diminution dans l'échelle de la puissance; il faut abandonner ce mythe de la puissance. C'est l'orgueil de l'homme; il y a là quelque chose de profondément prométhéen, judéo-chrétien. Toute cette mythologie-là, nous devons l'examiner tranquillement, sans passion excessive. L'idée que notre modernité est le bon modèle, universalisable, pérenniable à l'infini, tout cela est en train de s'écrouler. Cela n'est pas un malheur, cela ne me rend absolument pas triste. Au contraire, c'est une sorte de libération par rapport à ce matérialisme.

*Propos recueillis par
Mathieu Gasparini*

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DE
L'ENTRETIEN SUR

WWW.PAGESDEGAUCHE.CH

La gauche suisse et le mythe de la croissance...

Tout programme politique se réfère, sinon explicitement, au moins implicitement, à un modèle économique. Rares en effet sont les problématiques politiques qui peuvent se passer d'une réflexion économique. Avec Marx, on peut même rappeler que l'économie constitue la charpente de la société, son infrastructure, et que les autres composantes de la vie en société viennent se greffer sur celle-ci.

Les différents partis et mouvements politiques doivent nécessairement disposer d'un cadre économique de référence. Les partis bourgeois n'ont pas trop de difficultés à définir le leur. Puisque le capitalisme repose sur la triade «recherche de profit – progrès technologique – croissance», c'est un euphémisme que de dire que la remise en question de la croissance n'est pas à l'ordre du jour. Elle est à la fois la condition même d'existence du système capitaliste et sa conséquence directe. Pour des raisons différentes, et certes à un autre niveau, les partis de gauche ne parviennent pas à sortir du paradigme selon lequel le bien-être général passe par un accroissement de la production économique. Une brève analyse des programmes des différents partis montre qu'il n'y a en réalité qu'un seul modèle dominant sur la scène politique suisse: celui de l'apologie de la croissance.

VERTS, ROUGES, MÊME COMBAT?

Les Verts, dont on pourrait attendre qu'ils soient à l'avant-garde des ces réflexions, peinent à avoir une ligne claire sur le sujet. Tirillés entre une aile sensible aux théories décroissantes et une aile réformatrice, adepte du développement durable, ils perdent de vue la question centrale: comment faut-il agir pour remettre en question le postulat de «la croissance pour la croissance». La récupération de la notion

de développement durable, souvent à des fins électorales, mène également à une impasse, car l'idée même du développement économique, qui consiste à produire quantitativement plus aujourd'hui que hier, ne fait l'objet d'aucune réflexion critique.

Le PS ne traite que rarement la question de la décroissance frontalement. Egalement plus enclin à aborder les questions environnementales sous l'angle du développement durable, il reste trop souvent cantonné à une vision productiviste. Pour améliorer les conditions de travail des salariés et des salariées, il s'agirait de s'assurer que la croissance bat son plein. A nouveau, la réflexion ne va pas dans le bon sens. Le problème ne réside pas seulement dans la quantité de richesses produites, mais bien dans leur redistribution – ou plutôt leur absence de redistribution – et les conditions de production de ces richesses.

Quant aux partis tout à gauche de l'échiquier politique, ils proposent parfois des réflexions intéressantes dans le cadre de la discussion sur la décroissance; le sujet n'est toutefois pas fréquemment thématiqué et ne fait pas partie des projets politiques prioritaires.

Le discours politique ambiant est tenace et a de la peine à évoluer. Le fait de parvenir à échanger toujours davantage de biens et de services est trop souvent perçu comme un indice, voire une garantie, que le système fonctionne. Or il est permis d'en douter sérieusement. Non seulement l'augmentation quantitative de la production ne garantit strictement rien du point de vue du niveau des salaires des travailleurs et des travailleuses, mais elle met également en danger, et de manière critique, les ressources naturelles dont nous dépendons.

Raphaël Mahaim

DOSSIER: DÉCROISSANCE ET SOCIALISME

Quelle «décroissance» pour la gauche?

Si le constat d'une crise environnementale et sociale est largement partagé à gauche, les solutions à cette double crise manquent dramatiquement d'imagination. Petite ébauche d'un programme éco-socialiste alternatif.

Avec cette page programmatique, nous souhaitons reprendre à notre compte le célèbre aphorisme de Karl Kraus: «On invente l'avion, mais l'imagination se traîne encore à l'allure de la diligence». Remettons joyeusement l'imagination au pouvoir et esquisons, autour des questions du travail, des besoins et des conditions de production, les contours d'une alternative politique éco-socialiste.

SORTIE DU TRAVAIL

Un objectif classique de la gauche socialiste est celui de la libération du travail; il rejoint les demandes écologiques de réduction de la production. Les niveaux de productivité extrêmement élevés atteints aujourd'hui permettraient de réduire massivement le temps de travail. Comme le disait le syndicat français CFDT dans les années 1970: «Travailler moins pour travailler tous – et vivre mieux!». Pourtant il n'en est rien. Car l'accroissement de la richesse produite par heure travaillée va dans la poche du capitaliste plutôt que dans celle du travailleur/se. Le système industriel conduit également à l'aliénation, à l'absence de contrôle du travailleur, qui n'est qu'un rouage de la machine, sur son produit. La critique des outils, la discussion des choix techniques, devient nécessaire car le capitalisme exerce sa domination à travers des techniques qui servent sa logique. Ainsi, «l'inversion des outils» (André Gorz) est une condition impérative du changement.

La reconquête de l'autonomie passe donc par une réduction massive du temps de travail, une nouvelle organisation de la production centrée sur le travailleur (démocratie économique, auto-gestion, libre gestion du

temps de travail, contrôle le plus complet possible sur l'objet à produire, etc.) et une nouvelle organisation de la consommation centrée sur les besoins réels des consommateurs (élaboration démocratique de plans de production,...).

DU CÔTÉ DES BESOINS

Nos besoins matériels sont limités, mais pas nos besoins immatériels (amour, affection, reconnaissance, etc.). Comme le capitalisme est un système de croissance, la publicité est nécessaire afin de vendre toujours plus de marchandises qui n'apparaissent pas comme nécessaires. La publicité ne sert donc qu'à projeter des besoins matériels limités sur des besoins immatériels jamais satisfaits. Par exemple, les publicités qui font croire que l'achat d'une voiture neuve permettra d'être plus heureux.

Du point de vue éco-socialiste, la critique des besoins est essentielle, elle permet de distinguer le nécessaire du superflu. Ce faisant, il devient possible de réduire à la fois les inégalités sociales et les dégradations envi-

ronnementales. La réduction (voire l'interdiction) de l'agression publicitaire, la lutte contre l'obsolescence planifiée (e.g. les téléphones portables qui ne durent qu'une année), la diminution des gaspillages sont des mesures simples et cohérentes qui, outre la réduction des quantités produites, contribuent à rompre le «lien entre le plus et le mieux».

DU CÔTÉ DES «CONDITIONS DE PRODUCTION»

La réduction de la distance entre le-la travailleur-se et ses outils de production ont des conséquences immédiates sur la localisation des activités économiques. Cela implique donc la création d'emplois près des lieux d'habitation. Et un développement des transports publics collectifs, au détriment de la voiture individuelle. Il en résulte une réduction de la mobilité motorisée (et un accroissement de la mobilité douce) et du stress qui en découle, ainsi qu'une réduction des flux de marchandises. L'aménagement du territoire n'est donc plus au service de la croissance économi-

que (dézonage, bétonnage, etc.) mais au contraire retrouve un rôle d'organisateur de la production et de planification rationnelle (c'est-à-dire économe) de l'espace. La suppression des zones «villa» est une mesure de salubrité publique, de même que l'interdiction de construire des centres commerciaux géants en banlieue. La production de logement social, confortable, beau et spacieux est une nécessité.

L'Etat intervient de manière plus prononcée pour interdire certaines activités nocives et certains types de production (e.g.: la fabrication d'armes, ...), mais soutient au contraire des activités bénéfiques dont la rentabilité économique pourrait ne pas être immédiate (e.g.: production décentralisée d'énergie renouvelable, production biologique, etc.)

DU TEMPS LIBRE AUX LOISIRS

La réduction massive du temps de travail salarié a deux effets conjoints et bénéfiques. Premièrement, il accroît le temps à disposition pour le travail domestique, ce qui facilite une répartition égalitaire des tâches domestiques. Deuxièmement, il accroît le temps de loisir, qui doit être compris non pas comme une extension de la soumission à la logique marchande (shopping, télévision commerciale, parcs d'attraction, etc.) mais comme une extension de la sphère de l'autonomie (culture, jardinage, bricolage, etc.).

Le réformisme de croissance a le nez dans le guidon. Il est plus que temps pour la gauche de réfléchir sérieusement aux alternatives à un système qui détruit les êtres humains, et la terre qui les abrite.

*Mathieu Gasparini et
Romain Felli*



Espagne: entre blessures du passé et élections à venir

Alors qu'approchent les élections générales en Espagne qui auront lieu le 9 mars 2008, le paysage politique ibérique révèle les blessures et les divisions héritées du franquisme. Retour sur la législature du socialiste José Luis Rodríguez Zapatero.

Mars 2004. Le parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) remporte les élections, mettant ainsi en échec le Parti populaire (PP) de José Maria Aznar qui gouvernait depuis 8 ans. Accusé par ce même parti d'avoir «bénéficié» des attentats islamistes qui touchèrent la capitale trois jours seulement avant l'échéance électorale, Zapatero entreprend très vite une modernisation du pays. Retrait des troupes espagnoles d'Irak, restitution à la Catalogne des archives volées par les franquistes en 1938 et entreposées depuis lors à Salamanque, loi sur la violence conjugale, légalisation du mariage homosexuel (ainsi que de l'adoption par des couples), révision des statuts d'autonomie des régions, ouverture de négociations de paix avec l'ETA - consenties pour la première fois au préalable par la majorité du Parlement.

Les réformes se succèdent à mesure que les foudres de la droite conservatrice appuyée par l'Eglise catholique et ses mouvances ultras s'abattent sur le gouvernement socialiste. C'est que la morale du pays est gangrenée par le catholicisme depuis 70 ans. Mais c'est autour de la rédaction d'une loi sur la mémoire que les déchirements politiques et sociétaux se sont cristallisés durablement et ont donné ainsi le ton de la campagne électorale à venir.

UN DEVOIR DE MÉMOIRE

En effet, fin 2007, le Parlement approuve une loi qui s'attaque de front aux blessures du passé. Tout d'abord, elle vise à réhabiliter toutes les victimes de la guerre civile et de la dictature à travers une augmentation des aides financières. Elle prévoit ensuite l'exhumation des cadavres des républicains enterrés anonymement dans des fosses communes. Enfin, elle supprime les symboles franquistes du domaine public.

L'adoption de cette loi se résumera à trois heures de débat intense et émotionnel qui parcourront septante ans d'histoire. Dans le public, une centaine de combattant-e-s anti-franquistes encore vivant-e-s, applaudissent ou pleurent. Dans l'hémicycle, la droite crie au scandale: elle ne soutiendra pas une législation qu'elle juge populiste et vengeresse ainsi qu'au service de familles de parlementaires de gauche. A gauche, on dénonce la consécration des symboles et hommages à la dictature, pléthoriques dans la péninsule hispanique. On s'insurge aussi contre le nombre de cadavres

- qu'on estime à 90'000 au minimum - enterrés anonymement dans des fosses communes qui jonchent les villes et campagnes du pays. La loi prévoit dès lors de déléguer aux régions et aux communes de localiser les charniers pour cartographie et de faciliter ainsi l'exhumation des corps.

Si les critiques ont fusé à droite, des voix se sont également élevées à gauche en regrettant un projet trop timide. En effet, si la loi de la mémoire rend hommage aux combattant-e-s républicains ainsi qu'aux opposant-e-s au régime franquiste, elle n'édicte pas l'annulation des jugements et condamnations prononcés durant la guerre civile et la dictature. Le nouveau texte se contente de les qualifier d'«illégitimes».

DES ÉLECTIONS ET UN PROGRAMME

C'est donc dans un climat politique extrêmement tendu que la campagne électorale a été lancée à la fin 2007. Depuis, le PP conti-

nue à assener de coups Zapatero qu'il tente de discréditer sans répit. Dans les rangs du PSOE, on riposte à l'alarmisme et aux peurs de la droite - exprimées à grands renforts médiatiques -, en martelant des propositions programmatiques. Après l'entrée en vigueur d'une loi sur l'égalité entre hommes et femmes, Zapatero promet 300'000 nouvelles places d'accueil en garderies et la création de 1'200'000 postes de travail destinés aux femmes. Après l'entérinement de l'aide au logement pour les jeunes, il promet de rehausser les rentes de vieillesse. Les salarié-e-s ne seront pas en reste: si le peuple espagnol lui confie un nouveau mandat, ZP, comme on aime à le nommer, continuera à augmenter le salaire minimum pour atteindre la somme de 800 euros mensuels.

Les sondages le donnent gagnant. Le cas échéant, saura-t-il cette fois réconcilier le pays?

Rebecca Ruiz

Vers une alliance de la gauche allemande?

En Hesse, fief de la droite allemande, la surprise était de taille le 27 janvier: le parti conservateur allemand (CDU) perdait douze points, alors que le parti social-démocrate (SPD) en gagnait sept et demi et que la nouvelle formation d'extrême-gauche Die Linke entrait pour la première fois au parlement du Land avec 6 sièges sur 110. Pourtant, grâce à une campagne axée sur la violence des étrangers, la CDU croyait tout avoir pour gagner...

En Basse-Saxe, la coalition au pouvoir du parti libéral (FDP) et de la CDU conservait de peu la majorité, mais sentait passer le vent du boulet: de 106 sièges sur 152, les deux partis n'en conservaient que 81. Là encore, le jeune parti Die Linke accédait au Parlement, raflant 11 sièges, un de moins que les Verts (Bündnis 90/Die Grünen).

Rappelons que depuis 2005 et la fin du gouvernement SPD-Vert, c'est une coalition de la CDU et du SPD qui dirige le pays, conférant à cette législature un caractère de transition jusqu'aux élections de 2009. Dans l'attente de ce scrutin, toute déclaration et tout événement s'interprète dans la perspective de futures alliances politiques. Or, depuis 2005, toutes les coa-

litions possibles ont été débattues - toutes, sauf celles qui associent le SPD à Die Linke, parti qui a d'ailleurs construit son succès sur le rejet de la politique blairiste des années Schröder.

Dans ce cadre, les élections régionales ont pris un double sens. D'abord parce que les résultats de la Hesse correspondent de peu à la répartition actuelle des sièges au Parlement fédéral. Le Land fait donc figure de premier test de ce que pourraient être les négociations post-électorales de 2009 et de leur embourbement.

Ensuite, parce que l'existence d'une majorité virtuelle «rouge-rouge-verte» en Hesse renforce ceux qui, à gauche, réclament la réconciliation des frères ennemis. Le SPD, fort d'une réaffirmation de ses bases socialistes lors du congrès de Hambourg, est redevenu fréquentable, pour nombre de syndicalistes notamment. Pour Die Linke, l'heure de la décision approche: refuser encore, comme on commence à le lui reprocher, presque toutes les coalitions, ou alors s'engager, comme à Berlin, dans une alliance d'union de la gauche?

Benoît Gaillard

Les finances publiques: nerf de la guerre

La fiscalité et les finances publiques sont au cœur de l'actualité. Dans ce contexte, le récent livre édité par ATTAC est le bienvenu, car il permet de mieux comprendre les enjeux actuels de ce domaine, trop souvent laissé à la seule compétence des experts. L'ouvrage collectif aborde différents aspects des finances publiques, comme l'évolution de la charge fiscale au cours des 20 dernières années, la réforme de la fiscalité des entreprises soumise en votation le 24 février, la Suisse comme paradis fiscal ainsi que plusieurs courts chapitres comportant des propositions de réforme progressiste. Tout cela dans un langage clair et facile d'accès. Entretien avec Olivier Longchamp, membre d'ATTAC et co-éditeur du livre, et Florence Proton, secrétaire générale d'ATTAC Suisse.

Pourquoi la droite et les milieux patronaux dramatisent pareillement la situation des finances publiques?

OL: Ce discours sert un double objectif. D'une part, il permet de légitimer l'offensive néolibérale menée depuis la fin des années 1970 pour faire maigrir l'État: comme les caisses des collectivités publiques seraient vides, il serait nécessaire d'un strict point de vue comptable, de réduire leurs dépenses ce qui signifie, en clair, une diminution des prestations. Des prestations auparavant gratuites deviennent payantes, ou leur prix augmente, avec les conséquences que cela implique pour l'accès démocratique à celles-ci; des services publics disparaissent et la qualité des prestations offertes par l'État baisse. Cette offensive contre l'État permet de confier au privé des marchés fort rentables (privatisation de certains services publics). Cela permet aussi de légitimer les attaques contre les salaires des fonctionnaires présentés comme des parasites puis par ricochet, contre l'ensemble des salariés, puisque les standards salariaux diminuent. Cela permet enfin de diminuer la charge fiscale frappant les plus riches, puisque les dépenses de l'État sont réduites - toutes choses égales par ailleurs.

D'autre part, ce discours permet aux milieux financiers de présenter la dette publique comme un tabou, dont le remboursement et le service primeaient toute autre nécessité. Au fond, mieux vaudrait au nom des caisses vides, baisser les dépenses sociales, quelles qu'en soient

les conséquences, plutôt que de placer l'État dans une situation financière où la dette et son service ne pourraient plus être assurées, pour le plus grand bénéfice des milieux possédants!

En quoi consiste la «politique des caisses vides»?

OL: Les milieux dirigeants suisses ont passé les années 1990 à creuser les déficits publics d'une main via des rabais fiscaux, tandis que de l'autre main ils se plaignaient de la situation déplorable des finances publiques. Les «caisses sont vides», entendait-on partout. Mais si elles l'étaient, c'est parce que les milieux dirigeants avaient choisi de les vider, en octroyant d'importants rabais fiscaux sur la fortune et ses revenus, par exemple. La politique des caisses vides s'auto-entretient parfaitement: toute baisse fiscale creuse les déficits et justifie la limitation des dépenses publiques suivantes, qui à son tour permettra de diminuer la charge fiscale, et ainsi de suite. Le mécanisme peut se poursuivre longtemps, avec des conséquences destructrices pour les services publics, et en définitive, les conditions de vie des personnes disposant de revenus faibles et moyens.

Sur le plan international, pourquoi ne parle-t-on presque plus de la taxe Tobin?

FP: Si la taxe Tobin reste un objectif primordial dans la régulation et le contrôle des marchés financiers, elle a quelque peu été délaissée par les mouvements altermondialistes, au profit d'autres luttes ces der-

nières années: que ce soit la lutte contre la guerre, contre la précarisation du salariat ou contre la dérégulation du commerce.

Pourtant, la taxe Tobin reste un sujet important au sein des associations luttant pour plus de justice fiscale et contre la financiarisation de l'économie mondiale et ses conséquences désastreuses. Cette taxe est une solution qui permet une juste redistribution des richesses et peut constituer un palliatif aux crises de la spéculation financière. Elle est de plus en plus considérée comme un outil de répartition cohérent et plusieurs pays se sont déjà prononcés favorablement, notamment la Belgique, la France, la Finlande, l'Allemagne, l'Inde, l'Australie.

Attac critique l'exis-

tence des phénomènes tels que les paradis fiscaux, la concurrence fiscale et le manque de coopération internationale en matière de fiscalité qui ne profitent qu'à certains acteurs mobiles et appelle à des solutions internationales telles que la taxe sur la spéculation qui reste plus que jamais un outil préféré.

*Propos recueillis par
André Mach*

A LIRE

ATTAC, *Finances publiques: luttes des caisses, luttes des classes*, Lausanne Antipodes, 2008.

Voir également:

WWW.SUISSE.ATTAC.ORG/FR



Gestion des établissements publics: Quand la gauche essaie...

La droite genevoise, sous couvert d'améliorer la «qualité» et la «compétence» des Hôpitaux universitaires, des Services industriels et des Transports publics, vient de faire passer une loi en force excluant des commandes de ces services publics les représentant-e-s du personnel et les élu-e-s. La gauche a lancé un referendum, qui vient d'aboutir. Décryptage des enjeux.

Il y a neuf ans déjà, les Ministres des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) adoptaient les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE. Ce texte avait pour ambition de refaçonnier en profondeur le paysage de la gestion des services publics. Le regard des responsables de ceux-ci devait se focaliser dorénavant sur «*la contribution qu'un système de gouvernement d'entreprise de qualité peut apporter à la stabilité des marchés de capitaux, au dynamisme de l'investissement et à la croissance économique*» (OCDE, *Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE*, Paris, 2004, p.3).

Pourtant dénués d'effet contraignant, ces principes ont réussi une prouesse que fort peu de normes avaient faites avant eux. Alors que le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels végète depuis plus de quarante ans, les principes OCDE ont redessiné

les contours de toutes les administrations du continent. La raison principale tient au fait qu'ils ont trouvé de formidables caisses de résonance dans les partis d'une droite néolibérale et affairiste.

TROIS POUR LE PRIX D'UN

Avant-garde du mouvement, l'Entente genevoise a fait passer en force un «bouquet» (Rapports parlementaires PL 9627, PL9628, PL 9629) de trois lois modifiant le fonctionnement des Hôpitaux universitaires (HUG), des Services industriels (SIG) et des Transport publics (TPG). Cette réforme ne prévoyait rien de moins que la suppression de la représentation des employé-e-s, ainsi que la disparition de la participation d'un membre par parti politique au sein du conseil d'administration.

Les initiants se sont servis d'un cheval de Troie pour faire passer ce véritable coup de force. Il s'agissait d'instaurer une gestion

des régies publiques qui redonne toute sa place à la compétence, la qualité, la transparence. Il faut entendre par là débarrasser ces entreprises d'Etat des scories démocratiques et de l'atavisme des travailleurs/euses.

Ces réformes auraient pour conséquence de déplacer le service public dans le champ de l'efficacité économique et de la compétitivité de la Suisse dans le grand marché mondial. Il ne s'agit là rien de moins qu'un changement de la nature de ces régies cantonales, dont la mission ne serait désormais plus le soutien à la population.

ROGNER L'ETAT SOCIAL

Derrière de belles paroles à droite, l'enjeu est donc clair: rogner les ailes de l'Etat social, dont le service public est le meilleur instrument de sa politique de redistribution. Car en effet, nous pouvons nous interroger sur ce qui permettrait de garantir à tous les habitants

du canton, quelle que soit leur classe sociale, un approvisionnement en services de première nécessité (transport, soins médicaux et énergies), si la loi du marché régnait en seul maître.

Par l'engagement sans faille de camarades de l'Alternative, en particulier au sein d'un PS genevois qui retrouve une certaine capacité de mobilisation, les trois référendums lancés contre ces lois ont abouti. Plus de 21'000 signatures ont été récoltées en un temps record.

Cette victoire n'est toutefois qu'une première étape. Si la gauche ne parvenait pas à briser cette réforme par les urnes, l'Etat social que nous avons bâti risquerait de se transformer en coquille vide.

Il est donc essentiel que nous mobilisions toutes nos forces en vue de cette votation.

Christian D'Andrès

Trois questions à René Longet, nouveau président du PS genevois



Le 2 février dernier, les Socialistes genevois ont, à une large majorité, élu à leur tête René Longet. Pionnier de l'écologie politique, celui-ci peut se targuer d'une vaste expérience politique qui l'a mené du Conseil National à la Mairie de la ville d'Onex, en passant par les bancs du Grand Conseil. Rencontre.

Comment comptes-tu - concrètement - relancer le PSG, après ses succès en demi-teinte ces dernières années?

Comme je l'ai dit au Congrès le 2 février, en anticipant sur les questions potentiellement litigieuses au sein du parti, en mobilisant les énergies sur l'extérieur, en réaffirmant nos valeurs, en identifiant mieux nos publics cibles, en étant plus concrets, en mettant en avant les jeunes, la richesse des engagements des membres du parti...

Le PS genevois ne peut pas se passer d'alliances avec les forces de gauche. Ton cœur penche-t-il plutôt du côté des Verts

ou de celui d'A Gauche Toute?

Je me réjouis que le PS ait des alliés, car tout seul nous n'irions pas loin, et je n'ai pas d'états d'âme à ce sujet. J'apprécie l'apport de chacun d'entre eux et veillerai à ce qu'ils se sentent à l'aise par rapport à un PS fiable et actif.

Quel regard portes-tu sur l'UDC?

L'UDC est dangereuse en ce sens qu'elle utilise et récupère le sentiment national en Suisse et le dévoie: l'identité suisse, c'est aussi les siècles d'émigration, l'interpénétration des cultures, la présence depuis toujours de nombreux étrangers/ères, une position de

mini-Europe au cœur de l'Europe. De plus, ce parti est une tromperie sur la marchandise, il se présente comme protectionniste aux petites gens, mais en fait c'est le plus néolibéral de tous. Jamais une seule proposition sociale n'a été émise par ce parti; même en termes de sécurité, il trompe les gens, puisqu'il refuse généralement les nouveaux postes et avec eux les agents de sécurité qu'il prétend vouloir. Sans parler des méthodes: raccourcis, récupération malsaine des déceptions personnelles des gens.

Propos recueillis par Marko Bandler, membre du Comité directeur du PSG

André Sandoz: un socialiste œcuménique et exemplaire

Le rôle de l'histoire du mouvement ouvrier et des figures qui l'ont marqué est double. D'une part, il y a la transmission de l'engagement pour la politique, le débat d'idées et l'action de terrain. Ce rôle-là consiste à retracer et raconter les luttes du passé, les espoirs qu'elles ont suscités, les obstacles auxquelles elles se sont heurtées, les victoires qu'elles ont permis d'engranger. D'autre part, il y a la mise en garde. Celle contre les réactions fascistes, autoritaires ou plus diffusément anti-démocratiques dont a très souvent fait preuve une bourgeoisie sur la défensive craignant de perdre ses privilèges et son pouvoir. Celle aussi contre les tentations sectaires, dictatoriales ou sanguinaires d'une gauche qui renonce à la démocratie et à l'humanisme.

LUTTES ANTI-FASCISTES

André Sandoz, qui naît à La Chaux-de-Fonds en 1911, fait partie de la première catégorie. Sa biographie est une magnifique illustration de ce que doit signifier le militantisme et l'engagement en faveur du socialisme démocra-

tique. Grâce à un très bel ouvrage collectif, il nous est aujourd'hui possible de plonger dans la vie de ce socialiste emblématique. Rien ne saurait mieux symboliser l'exemplarité de cet homme que son dernier discours. En 2003, à 92 ans, André Sandoz le prononce, debout, pour inaugurer la Place des Brigades-Internationales à La Chaux-de-Fonds en l'honneur des enfants du pays qui ont pris le chemin vers l'Espagne républicaine menacée par les troupes franquistes à partir de l'été 1936.

Un bon demi-siècle plus tôt, l'anti-fascisme marque l'entrée en politique de Sandoz. Comme le met en évidence le troisième des trois premiers chapitres, les plus captivants du livre, consacrés à sa jeunesse, à la genèse de sa pensée politique – les confrontations avec la marxisme, l'anarchisme et l'humanisme protestant – et aux débuts de son engagement, le socialiste neuchâtelois assume entre 1937 et 1940 la présidence de la section des Amis de l'Espagne républicaine (AER) de sa ville natale. Ces années-là sont des années sombres pour la

gauche démocratique. Sur le plan cantonal, la majorité bourgeoise avec le consentement de la majorité des socialistes interdit les communistes. André Sandoz compte parmi la minorité de son parti qui défend cette loi.

AVANCER CONCRÈTEMENT

Par la suite, il occupe pendant plus de 40 ans des fonctions dirigeantes au sein des institutions politiques et administratives communales, cantonales et nationales. Secrétaire-chancelier de la Ville de La Chaux-de-Fonds dès 1940, il entre au Grand Conseil en 1949 et au Conseil d'Etat en 1953 où il est en charge de l'industrie et de la justice. Minoritaire, il se rend compte des difficultés de faire avancer des projets d'envergure sans appui politique suffisant. En 1960, il brigue la présidence de sa ville natale – un choix peu commun. Il présidera dix ans sur les destinées de La Chaux-de-Fonds, des années marquées par le développement des infrastructures locales – notamment la construction de logements et de l'hôpital. Conseiller national de

1963 à 1971, le socialiste neuchâtelois a également été un des porte-parole contre les initiatives dites «Schwarzenbach».

C'est un des mérites de ce livre que de montrer la tâche ardue de la gauche suisse de l'après-guerre de faire avancer des projets visant à améliorer le quotidien de cette majorité populaire qu'elle entend représenter. L'indispensable complémentarité entre une conscience politique qui puise sa force principalement dans l'histoire et la pensée du mouvement ouvrier, le développement de la capacité de mobilisation de la gauche et la détermination de mettre les institutions de la démocratie libéral-bourgeoise au service de l'intérêt général trouve en André Sandoz une expression majeure.

Philipp Müller

Léo Bysaeth, Anne-Lise Grobéty, Marc Perrenoud, Loyse Renaud Hunziker, *Un socialiste chaux-de-fonnier au XXe siècle. André Sandoz 1911-2006*, Neuchâtel: Editions Alphil, 2007.

La fragile mémoire socialiste

«Les socialistes n'ont pas le droit à l'amnésie: elle les conduit tout droit au gouffre dans lequel a sombré la SFIO. Ne plus se rappeler ses impasses revient à cautionner, sous prétexte de modernisation, les compromissions habillées aujourd'hui au nom du consensus.» Cette citation, placée en exergue de l'ouvrage de Philippe Marlière, résonne tout à la fois comme le cœur de son projet et un avertissement. Au fil de sa recherche, l'auteur nous emmène à la découverte de la «mémoire collective» socialiste, celle-ci étant peu à peu définie comme «étant à l'intersection de l'histoire objectivée, de l'histoire officielle du Parti socialiste (la mémoire historique) et de la mémoire vive (la mémoire des militants)» (p. 31).

Pour ce faire, direction tout d'abord la «mémoire offi-

cielle». Mais l'auteur a l'intelligence d'éviter une longue énumération des instituts et autres fondations en charge de la préservation de cette mémoire. Il mentionne certes les plus importantes de ces institutions mais il se livre surtout à un rappel des différents courants de pensée socialistes, leurs objectifs et leurs évolutions. L'auteur nous emmène ensuite sur les traces de la fragile mémoire militante, par une immersion dans les sections de Lille et de Carmaux, deux bastions socialistes. Lille, c'est l'ouvriérisme d'une section minière du nord, façonnée à l'aube du socialisme français par le révolutionnaire Jules Guesde. Carmaux, elle, ce sont les mines aussi, mais du Midi. C'est surtout la présence, indétrônable, de Jaurès qui fut député de la circonscription. Plongés dans ces deux sections, au

fil de nombreux entretiens, nous voyons se dessiner une mémoire militante autour des grandes figures du socialisme français et des événements qui ont marqué la gauche de ce pays, du Front populaire à l'élection de Mitterrand en passant par Mai 68 ou la guerre d'Algérie.

Au terme de son voyage, Philippe Marlière en tire une conclusion inquiète. Il apparaît tout d'abord que la mémoire «officielle» n'a qu'une portée infime sur les militants dont le niveau de conscience historique est extrêmement faible à l'exception de certains ayant, de leur propre chef, tenté de comprendre le passé de leur formation politique. La faute à des militants fainéants? Loin s'en faut. Marlière souligne particulièrement que «les cadres de la mémoire historique du PS sont extrêmement flous, voire inconsistants. Le socia-

lisme français n'a jamais réussi à se doter d'un corps doctrinal original qui lui permette de se démarquer du libéralisme et du communisme.» Il craint d'ailleurs avec raison l'évolution actuelle du PS qui tend à devenir, de plus en plus un «parti d'opinions» portés par des militants issus de catégories socio-professionnelles supérieures. Cette tendance s'accompagne par un recul du militantisme de terrain et par la constitution d'un fonds de souvenirs politiques largement externes au parti. En laissant s'effriter sa mémoire collective, le PS ne risque-t-il pas, si ce n'est déjà fait, d'y laisser son âme?

JW

Philippe Marlière, *La mémoire socialiste. 1905-2007*, L'Harmattan, 2007

L'alimentation en proie au marché

La production et la distribution alimentaire obéissent, tous deux, à la loi du marché. Cette réalité dans un domaine aussi crucial que l'alimentation montre les dangers d'un tel asservissement car le marché sacrifie sans coup férir toute considération sociale et environnementale sur l'autel de la rentabilité et de la libre entreprise.

La productivité de l'agriculture occidentale en général et européenne en particulier a, en un demi siècle, fait un bond gigantesque en s'appuyant sur les progrès techniques en matière de machines et d'engrais. Ce développement débridé a, dans un premier temps, apporté à l'Europe une sécurité alimentaire la mettant durablement à l'abri de périodes de disette. Mais elle a abouti, aujourd'hui, à une situation de sur-production aux conséquences sociales et environnementales catastrophiques, en Europe comme dans le monde; c'est d'autant plus vrai que cette sur-production s'inscrit dans une société occidentale de marché et de consommation, deux visions qui excluent toute réflexion éthique et responsable de la gestion des stocks alimentaires de l'Europe occidentale.

DES MONTAGNES DE DÉCHETS

Chaque jour Vienne jette et détruit suffisamment de pain pour nourrir la seconde ville du pays, Graz. La raison? Les coûts de production sont tellement bas qu'il est moins onéreux de jeter un pain vieux de deux jours que de trouver une solution pour l'écouler. C'est la triste loi du marché...

Une enquête de la BBC et du Guardian a relevé que, en 2005, les Anglais ont jeté pour 30 milliards d'euros d'aliments. Un chiffre énorme? A n'en pas douter et qui représente la part impressionnante de 30 à 40% de la nourriture achetée par ces mêmes Anglais. L'alimentation est traitée comme un bien parmi d'autres: on gaspille, on jette... mais que rien ne vienne brider notre désir de consommation!

UN CERCLE VICIEUX

Lorsqu'il ne finit pas dans nos poubelles, où va l'excédent de production alimentaire de nos pays? Inonder les vastes marchés du sud, africains notam-

ment. Il est ainsi courant de trouver des fruits et légumes européens sur les étales des marchés des capitales africaines à des prix inférieurs à toute concurrence locale grâce à une agriculture européenne extrêmement productive et subventionnée pour l'exportation (cf. encadré). Face à cette concurrence inéquitable, les petits producteurs périssent, ne pouvant plus vivre de la culture de leur propre terre, tombent dans la misère et n'arrivent plus, comble de l'ironie, à trouver de quoi manger. Certains d'entre eux se risquent à la traversée du détroit de Gibraltar afin de trouver un emploi en Europe. Ils sont beaucoup à échouer dans les gigantesques plantations fruitières du sud de l'Espagne, à travailler et à vivre dans des conditions inhumaines pour, ironie quand tu nous tiens, ces mêmes entreprises qui sont responsables de leur malheur.

SORTIR L'ALIMENTATION DU MARCHÉ?

Tant que les produits alimentaires continueront à être perçus comme des produits parmi d'autres, l'intérêt du marché prédominera sur le droit des peuples à la sécurité alimentaire. Actuellement, en Suisse, la majeure partie de notre blé est importé d'Inde, un pays dont un enfant sur deux souffre de malnutrition. Le Brésil est le plus gros exportateur de soja au monde, alors que 10% de sa population est en état de sous-alimentation. Ce type d'exemples se multiplie et démontre la dangerosité d'un système alimentaire régi par les lois du marché. Il y a, de plus, un risque très clair que cette tendance s'aggrave. Les grandes entreprises agro-alimentaires, au premier rang desquelles Nestlé, militent pour une libéralisation complète de l'accès à l'eau en défendant mordicus qu'il ne s'agit que d'un produit parmi d'autres. Quant aux OGM, qu'est-ce, sinon un fantastique

marché pour les entreprises de la bio-industrie?

Cette vision marchande est destructrice; il faut en changer. La production intensive actuelle est polluante, source de gaspillage et crée de formidables inégalités sociales. Il est erroné, en outre, de prétendre qu'elle est la seule forme de production à même de nourrir l'ensemble de la planète. La preuve? C'est simplement qu'elle ne le fait pas, quand bien même elle en aurait les moyens, selon les calculs de la FAO - l'organisme onusien en charge des problèmes d'alimentation -. Ce n'est pas en effet sa finalité. Sa finalité, c'est de dégager un profit et des variables telles que la sous-alimentation ou l'impact écologique n'entrent simplement pas dans l'équation. L'alternative passe, notamment, par le développement d'une agriculture biologique, prenant en compte les facteurs sociaux et environnementaux. Mais celle-ci ne doit pas se contenter de demeurer une niche éthique au milieu de la jungle du marché. La

FAO a rappelé, récemment, que l'agriculture biologique peut largement réussir à nourrir la planète mais cela signifie un changement important de paradigme: (re)considérer, que nous soyons producteurs ou consommateurs, que l'aliment n'est pas une marchandise.

Julien Wicki

A VOIR

Erwin Wagenhofer, *We feed the world*, sortie en DVD le 4 mars

De l'Autriche au Brésil en passant par la Roumanie; des semences aux poulets en passant par la pêche, le documentaire du journaliste autrichien Erwin Wagenhofer nous emmène dans un incroyable tour du monde de l'industrie agro-alimentaire. Il en dénonce les dérives et nous invite à une réflexion urgente et nécessaire sur le contenu de nos assiettes.

POULET: L'EUROPE PLUME L'AFRIQUE

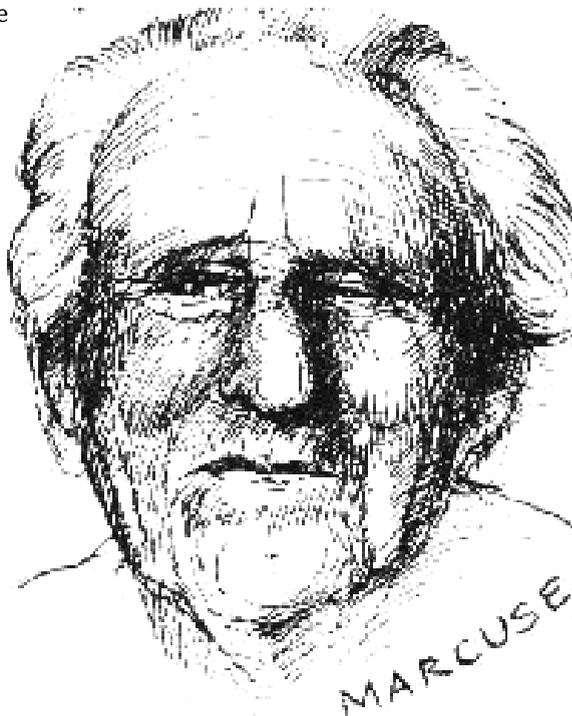
L'Union européenne est, actuellement, la plus grosse exportatrice de poulets congelés au monde. De 400'000 tonnes en 1990, elle est passée à plus d'un million de tonnes en 2001. Les pays d'Afrique, particulièrement, sont dans son viseur. En 1996, le Cameroun importait 978 tonnes de poulets surgelés. En 2003, ce chiffre était passé à 22'154 tonnes. Pendant le même temps, la production locale accusait une baisse de plus de 60%. Il est donc capital que les pays africains aient les moyens de protéger leurs productions intérieures en recourant, par exemple, aux subventions et aux droits de douane. Que répond l'Organisation Mondiale du Commerce? Niet! Rien ne doit venir entraver la sacro-sainte liberté du marché. Au contraire, on pousse à l'ouverture des frontières par la signature d'accords de partenariats économiques (APE) entre les pays européens et les pays africains. Ces accords, ce sont des auto-routes à l'introduction massive des produits agricoles européens subventionnés sur les marchés africains. Sans garde-fous, ils vont largement contribuer à dérégler le fragile équilibre productif de nombreux pays du Sud.

Herbert Marcuse

«Les contrôles sociaux [propres à la société industrielle avancée] y font naître le besoin irrésistible de produire et de consommer le superflu, le besoin d'un travail abrutissant qui n'est plus vraiment nécessaire, le besoin de formes de loisir qui flattent et prolongent cet abrutissement, le besoin de maintenir des libertés décevantes telles que la liberté de concurrence de prix préalablement arrangés, la liberté d'une presse qui se censure elle-même, la liberté enfin de choisir entre des marques et des gadgets.»

L'homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée, Paris, Minuit (trad. Monique Wittig), 1968, p.32.

Herbert Marcuse, né le 19 juillet 1898 à Berlin, mort le 29 juillet 1979 était un philosophe, sociologue, marxiste, américain d'origine allemande, membre de l'École de Francfort. Il a été le plus grand analyste critique de la société industrielle avancée et de la société de consommation. Icône de la jeunesse contestataire des années 1960-70.



agenda

1er mars

Festival du film vert.
14h00-23h30, salle «Jura», Hôtel de Ville, Bussigny.
WWW.FESTIVALDU FILMVERT.CH

du 1er au 8 mars

Festival International de Films de Fribourg.
22e édition.
Fribourg.
WWW.FIFF.CH

6 mars

Café politique – «Faut-il construire de nouvelles centrales nucléaires en Suisse?»

L'avenir de l'énergie nucléaire en Suisse, avec Daniel Brélaz, conseiller national et syndic de Lausanne, et Bruno Pelaud, président du Forum nucléaire suisse.
19h00, Café-théâtre Le Bourg, rue de Bourg 51, Lausanne.
WWW.ASSOPOL.CH

Du 7 au 16 mars

Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains.
6e édition – Le Festival est dédié en 2008 à Aung San Suu Kyi.
Maison des Arts du Grütli, Genève.
WWW.FIFDH.CH

8 mars

Journée internationale des Femmes
Lancement de la campagne «Euro 08 contre la traite des femmes».
Berne, Bâle, Zurich et Genève.

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Paroles décroissantes

«La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, l'effondrement ne pourrait être évité qu'à force de restrictions, rationnements, allocations autoritaires de ressources caractéristiques d'une économie de guerre. La sortie du capitalisme aura donc lieu d'une façon ou d'une autre, civilisée ou barbare. La question porte seulement sur la forme que cette sortie prendra et sur la cadence à laquelle elle va s'opérer.

[...] Envisager une autre économie, d'autres rapports sociaux, d'autres modes et moyens de production et modes de vie passe pour «irréaliste», comme si la société de la marchandise, du salariat et de l'argent était indépassable. En réalité une foule d'indices convergents suggèrent que ce dépassement est déjà amorcé et que les chances d'une sortie civilisée du capitalisme dépendent avant tout de

notre capacité à distinguer les tendances et les pratiques qui en annoncent la possibilité.»

André Gorz, «Le travail dans la sortie du capitalisme», *Ecorev*, n°28, novembre 2007, p. 11

«Ils organisent des «eco datings», militent pour le «think green» et vont organiser cette année un «ethical fashion show» pour marier éthique et glamour: les membres de NiceFuture (www.NiceFuture.com) recourent à l'anglais comme n'importe quelle publicitaire. La directrice, Barbara Steudler, s'en amuse: «En utilisant le langage de l'économie et de la publicité, nous sommes cohérents, car notre coeur de cible, c'est les jeunes adultes urbains avec un certain pouvoir d'achat; il faut donc montrer que nous sommes jeunes et actuels.» La décroissance et la conscience verte, ça se vend comme n'importe quel produit.»

Le Matin, 12.1.2008